

*Les subsides*

Comme tout le monde le sait, depuis que le parti conservateur a été élu, en 1984, on a créé plus de 1000 emplois par jour. Plus de un million d'emplois ont été créés et 570 000 personnes sont passées au-dessus du seuil de la pauvreté. Nous reconnaissons que ce n'est pas suffisant, mais nous travaillons à en tirer beaucoup d'autres de la misère.

Monseigneur De Roo avait tort dans ce cas-là, et Monseigneur De Roo a tort dans ce cas-ci aussi.

**M. Heap:** Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots au sujet des observations du député. Je faisais allusion à la déclaration de M. Nygard que le *Star* a rapportée. Je faisais aussi allusion à la déclaration publique qu'il avait faite plus tôt contre l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Je ne parlais pas de la question de savoir s'ils allaient comparaître devant le comité.

Je conviens avec le député que M. Rajskey a dit dans sa déclaration que sa décision de ne pas comparaître devant le comité n'avait rien à voir avec ces pressions. Je veux parler de déclarations qui ont été faites antérieurement dans le secteur public en général, qui sont du domaine public et dont on a parlé, et notamment des déclarations de M. Nygard que les journaux ont rapportées.

Pour ce qui est des raisons de M. Nygard et de l'argumentation que le député a pu invoquer pour faire fi de ces raisons, c'est là le genre de choses qui devraient être laissées à la discrétion de la population ou soumises à un examen public avant plutôt qu'après coup, avant plutôt qu'après la signature d'un accord. Il y a beaucoup à dire à ce sujet, et il n'est pas raisonnable de décider d'accommoder certains industriels américains et peut-être certains industriels canadiens—les quelques très rares industriels canadiens qui pourraient bénéficier de l'accord—sans consulter la population.

Pour ce qui est du mécontentement du député à l'égard de Monseigneur Remi De Roo, je dirai que ce prélat est tenu en haute estime dans bien des régions du Canada. Il ne vient pas du centre du pays. C'est peut-être pour cette raison que le député de Brampton ne l'aime pas. Il vient de l'Ouest et, à maints égards, il exprime l'opinion de l'Ouest.

**M. McDermid:** Je n'ai pas dit que je ne l'aimais pas.

**M. Heap:** Je suis sûr que le député ne le déteste pas personnellement. Ce que le député connaît de l'évêque lui déplaît, un point c'est tout. Il est intéressant de noter que c'est une voix de l'Ouest que rabaisse ainsi le député de Brampton.

**M. Boudria:** Madame la Présidente, je voudrais ajouter un commentaire au discours du député de Spadina (M. Heap). Quelqu'un a dit à la Chambre plus tôt aujourd'hui, et ce n'est pas le député de Spadina de qui j'aimerais avoir l'opinion, que nos usines de textile étaient parfaitement capables de concurrencer celles de n'importe où ailleurs.

Je voudrais communiquer l'information suivante au député de Spadina. J'ai reçu dernièrement une lettre d'une usine de ma circonscription qui emploie 72 personnes, des femmes surtout, dont le salaire moyen est de 11 \$ l'heure. Ce n'est peut-être pas beaucoup, mais c'est relativement mieux que ce que d'autres gagnent dans l'industrie textile. Toutes choses étant

égales par ailleurs, ces salaires ne sont pas aussi faibles que dans d'autres usines. Quoi qu'il en soit, voici ce que dit la lettre qui vient de la petite usine Texturon:

Nous voulons par la présente protester contre le projet d'accord sur le libre-échange avec les États-Unis.

Vous connaissez bien notre usine de la rue Cameron, à Hawkesbury, où nous produisons un fil de polyester texturé dans une installation moderne dotée d'un excellent équipement ultra rapide. Il n'y a aucun doute que, si un accord global de libre-échange avec les États-Unis entrait en vigueur, nous serions obligés de fermer notre usine de Hawkesbury.

Nous ne pourrions pas concurrencer les entreprises américaines, dont l'une produit à l'heure actuelle cinq millions de livres par semaine. Notre production à Hawkesbury est d'environ 200 000 livres par semaine.

En fait, l'usine de ma circonscription produit une faible quantité comparativement à certaines très grosses usines américaines qui ont tellement de capacité excédentaire qu'en supprimant une pause-café, elles pourraient probablement produire plus que toute l'usine de ma circonscription ne pourrait le faire en un jour.

Le député est-il d'accord avec moi lorsque je dis que dans des cas comme celui-ci, le libre-échange aurait des conséquences catastrophiques et qu'il n'est pas tout à fait vrai que nous sommes capables de soutenir la concurrence des usines textiles américaines?

**M. Heap:** Madame la Présidente, je remercie le député d'avoir fait une intervention très pertinente. Tout ce que je peux dire, d'après les faits qu'il a exposés, c'est qu'il s'est très bien fait comprendre. J'ajouterais que la direction et les propriétaires de Dominion Textiles sont d'accord avec lui dans un certain sens, parce que depuis plusieurs années, ils ferment leurs usines au Canada et en ouvrent d'autres dans le sud des États-Unis, pour pouvoir profiter des bas salaires en vigueur dans les États où les syndicats sont bannis. Il est clair par conséquent que les propriétaires de Dominion Textiles préféreront fermer leurs usines au Canada et en ouvrir d'autres aux États-Unis.

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame la Présidente, la motion de l'opposition sur l'Accord de libre-échange est négative et rétrograde. Un défenseur du libre-échange de la première heure Sir Wilfrid Laurier, un libéral, aurait sûrement ajouté qu'il n'est rien d'autre, et je cite:

... qu'un appel direct et indigne vers la passion et aux préjugés.

[Traduction]

La question énergétique, mieux qu'aucun autre aspect du débat sur le libre-échange, révèle les différences entre le parti progressiste conservateur et l'alliance des libéraux et des néo-démocrates. C'est dans le domaine de l'énergie que les avantages obtenus laissent présager les résultats que nous pouvons espérer d'un accord commercial plus large. C'est dans le domaine de l'énergie que le bilan de nos réussites et de notre coopération tranche le plus vivement avec les échecs lamentables de l'ancienne politique libérale et néo-démocrate. La politique énergétique est celle qui fait ressortir avec le contraste le plus net la différence de nos conceptions du Canada.